

Collectif Ruptures

*C'EST À QUEL MOMENT
QU'ON ARRÊTE D'OBÉIR ?*

*UNE SÉRIE D'ENTRETIENS AUTOUR DE
LA RÉSISTANCE AU PASS SANITAIRE*

mars 2022

*Brochure éditée le 13 mars 2022 par le collectif Ruptures.
Téléchargeable sur <https://collectifruptures.wordpress.com>
Pour nous joindre : contact-ruptures@riseup.net*

*Bibliothèques : Cet entretien a été publié dans La nouvelle vague n°2, décembre 2021.
Par souci d'épargner à la Ville (et aux bibliothécaires) les tracas qu'infligeraient de nouvelles sanctions,
nous avons anonymisé ces propos recueillis le 9 décembre 2021. En outre, nous avons par défaut
conjugué au féminin tout ce qui concernait cette profession majoritairement féminine.*

Hôpital : Cet entretien a été publié dans La nouvelle vague n°5, mars 2022. Propos recueillis en janvier 2022.

Bars : Inédit. Propos recueillis le 8 février 2022. Merci au collectif « Contrôler n'est pas notre métier 38 ».

Gilets Jaunes : Inédit. Propos recueillis en février 2022.

QUE RESTERA-T-IL DE CÈS DEUX ANS DE CRISE SANITAIRE ?

Début 2020, le virus du Sars-Cov-2 atteignait l'Europe. Pour limiter son impact, il aurait été possible de prendre des mesures strictement sanitaires (renforcement de l'hôpital public, mobilisation de la médecine de ville...). Mais le 16 mars, le chef de l'État annonçait une gestion policière de la crise par un confinement de « deux semaines ». Puis diverses mesures ont suivi (couvre-feu, pass sanitaire, pass vaccinal...). Le 14 mars 2022, la plupart des mesures sanitaires vont être suspendues, après deux années éprouvantes.

C'est dans l'intervalle que le collectif Ruptures s'est formé, en septembre 2021. Notre but : proposer une critique du pass dit « sanitaire », comprendre la période intense et contradictoire que nous vivons, nous mettre en lien avec d'autres. Parmi nos activités, nous avons collecté les paroles de personnes engagées dans d'autres collectifs en lutte contre le pass sanitaire. Nous les avons réunies dans cette brochure, car nous pensons que ces gestes de résistance peuvent nous inspirer pour les temps à venir – toujours aussi incertains, toujours aussi intenses. Bonne lecture !

Des mesures provisoires... qui durent

EN mars 2020, le gouvernement et les médias nous annonçaient que le confinement allait durer deux semaines. Puis six semaines. Puis deux mois. Pendant deux ans, nos dirigeants nous demanderont de nous accrocher « encore un mois », puis encore « une semaine », « bientôt le bout du tunnel ». Certain-e-s étaient trop heureux de les croire, ou faisaient semblant, ce qui leur permettait d'accepter des mesures qui s'inscrivaient, soi-disant, à l'intérieur d'une parenthèse : la crise du Covid.

Beaucoup se sont plié-e-s à des mesures qui, avant cette crise, nous semblaient à tou-te-s absurdes, kafkaïennes, dystopiques ou liberticides : enfermement domestique et auto-attestations, couvre-feu à 18h, 20h, 21h, autorisations de sortie pour une heure dans un rayon limité, etc. Beaucoup ont arrêté de sortir, de s'embrasser, de se rassembler nombreux. Combien n'arrivent toujours pas à se « déconfiner » ? Combien ont encore peur de l'autre et de la maladie, et restent traumatisé-e-s ?

Les restrictions de liberté sont toujours présentées comme provisoires : un mauvais moment à passer, avant « *le retour aux jours heureux* ». Les Occidentaux n'ont pas l'habitude des tunnels sans fin, mais de crises qui ont un début clair, et une fin tout aussi claire. De périodes qui rentrent ensuite dans les livres d'Histoire avec de belles dates. « *Seconde Guerre Mondiale : 1939-1945* ». « *Crise du Covid : mars 2020-mars 2022* ». Nous écrivons ces lignes alors que s'amorce officiellement la campagne présidentielle. Le gouvernement vient d'annoncer la suspension de la plupart des mesures (pass, sauf à l'hôpital, masque dans les lieux clos...). Restent pourtant l'obligation vaccinale pour les soignant-e-s, le pass sanitaire dans les « *établissements de soin* »...

Sommes-nous vraiment en train de revenir au « *monde d'avant* » ? La pandémie (et les mesures qui lui ont répondu) était-elle vraiment une parenthèse, ou marque-t-elle le début d'une nouvelle ère ?

Distanciation sociale & recours au numérique

Nous sommes entré-e-s dans un monde où la « *distanciation sociale* » est généralisée, et tout porte à croire qu'elle risque de se poursuivre malgré la fin du pass vaccinal.

Chaque crise permet d'accélérer et de catalyser des tendances déjà présentes dans la société. Il y a crise parce qu'il y a inadéquation entre un système et son environnement. La crise du Covid a renforcé le recours systématique au numérique comme instrument de médiation avec la réalité. Internet, notamment, est devenu « *indispensable* » pour « *télé-travailler* », « *télé-commander* » (à Uber Eats, Deliveroo...), se « *télé-divertir* » (podcast, Youtube, Spotify...), se « *télé-informer* » (via les médias en ligne)... ou encore se « *télé-former* » (tout un marché de cours à distance a explosé, que ce soit les MOOC, les plateformes de cours en ligne comme Domestika). Les Français-es se sont habitués aux achats en ligne (en 2021, le chiffre d'affaires des ventes sur Internet a atteint 112,2 milliards d'euros, affichant une progression de 8,5 % par rapport à 2019¹). Pour discuter entre nous, les outils numériques se sont généralisés (groupes WhatsApp, réunion Teams, apéros Zoom, email, etc.).

Ces deux dernières années nous ont montré que nous pouvions vivre notre vie, « *confortablement* » (en fonction de notre situation sociale), sans sortir de chez nous. Confortablement, peut-être, mais dans une solitude que tout le monde a pu éprouver.

En 1956 déjà, le philosophe Günther Anders² s'inquiétait de l'apparition d'un nouveau type d'homme : l'ermite de masse « *assis à des millions d'exemplaires, séparés mais pourtant identiques, enfermés dans leurs cages tels des ermites, non pas pour fuir le monde, mais plutôt pour ne jamais, jamais manquer la moindre bribe du monde en effigie* ». Chaque « *ermite de masse* » restait seul-e face à sa radio ou à sa télévision, occupé-e à consommer l'image du monde qu'elle lui fournissait, indifférent-e à ce qui pouvait se passer autour de lui, à sa famille, à l'environnement physique qui l'entourait. Avec la médiation d'internet pour tous les aspects de nos vies, ce phénomène où chacun-e « *subit séparément le procédé du "conditioning" qui fonctionne tout aussi bien dans les cages où sont désormais confinés les individus, malgré leur solitude, malgré leurs millions de solitude* » s'est amplifié. Cette solitude organisée et consentie est le meilleur moyen de nous soumettre.

Alors que l'offensive russe en Ukraine a commencé depuis deux semaines, le parallèle entre la période de Guerre Froide dans laquelle Anders écrivait ces lignes, et notre époque, est patent : la menace nucléaire nous renvoie à notre impuissance face à des forces qui nous dépassent. La seule activité qui nous reste est de suivre, fasciné-e-s, le flux continu des informations mondiales se déverser sur nous (une pandémie / un attentat / un accident nucléaire / une menace de guerre mondiale / la prise d'assaut du Capitole / une émeute / etc., etc., ne quittez pas).

Comprendre cette crise, comprendre les crises

LE « *siècle des menaces* »³ est là, et nous vivons dedans. Il est crucial de déchiffrer ce que nous avons vécu ces derniers mois, et de discerner la façon dont cela transforme nos modes de vie. Cela doit nous aider à ne pas répéter les mêmes erreurs pour les crises prochaines qui nous menacent, à garder un panel de choix possibles plutôt que de subir des politiques sans alternative. Tirer les leçons du passé et du futur est nécessaire pour l'affronter. En d'autres termes, il s'agit d'historiciser notre condition : la façon dont nous réagissons à ce qui nous arrive (par exemple l'apparition d'un virus) dépend des forces et structures sociales à l'œuvre au moment où ces événements apparaissent. Les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets, il y a fort à parier que si nous ne changeons rien à nos modes de vie, à notre système économique et à nos grilles d'analyses, les temps futurs seront féconds en crises, qu'elles soient sanitaires, environnementales, militaro-terroristes...

On peut supposer que les réponses apportées par le pouvoir à ces crises seront relativement similaires à celle que nos dirigeants ont privilégié pendant ces deux dernières années, tendant vers un contrôle plus poussé des populations, des pressions sans cesse plus prégnantes. Mentionnons :

- des mesures contraignantes prises de façon hiérarchique et brutale ;
- une machine médiatique tournant à plein régime pour nous noyer sous l'information ;
- un solutionnisme technologique faisant croire que le remède à nos problèmes sociaux et politiques serait d'ordre technique ;
- une fragmentation de l'opinion publique en « *communautés* » éclatées entre lesquelles la communication et la discussion ne sont pas choses aisées (version moderne du « *diviser pour mieux régner* ») ;
- une disqualification grossière de tout discours critique sous les qualificatifs de « *complotiste* » et « *extrême-droite* » ;
- un poids économique des crises toujours supporté par les petites gens.

Orwell n'aurait pas osé le rêver, le XXIème siècle le fait.

Faire collectif

RÉSOLU-E-S, pour notre part, à combattre le système économique capitaliste que nous estimons être à la racine de nombre des problèmes de nos sociétés, nous avons décidé de nous regrouper. Dans un moment où chacun-e est renvoyé à son écran, sa bulle sociale, ses réseaux sociaux, nous avons trouvé une grande force dans le fait de nous réunir. Avec tous les compromis que cela suppose parfois, avec les étincelles que cela provoque occasionnellement, nous avons réussi à échanger, réfléchir, construire collectivement une pensée, poser des actes, prendre des décisions, et nous y tenir. Ensemble. Qui d'entre nous aurait, seul-e, édité un journal et l'aurait distribué en ville ? Personne. Seul-e-s, nous serions resté-e-s à consommer le flux d'informations (en choisissant habilement notre canal, afin de trouver des informations qui nous conviennent), à poster des commentaires cyniques sur Facebook ou, au mieux, à échanger des propos de comptoir (en cas d'ouverture des bars).

Bien sûr tout n'a pas été parfait : nous aurions voulu impulser des actions dépassant l'échelle des « *collectifs* » pour arriver au stade de l'assemblée, du mouvement social. Même si nous nous sommes constitué-e-s en groupe assez tard et même si nos objectifs étaient parfois ambitieux et nos moyens limités, le fait de nous réunir nous a permis de nous mettre en mouvement et de nous donner une accroche sur le monde.

Après quelques semaines d'activité et de discussions, nous avons cherché à structurer nos activités, pour ne pas être un simple « *groupe de parole* ». Le moyen que nous avons trouvé, c'est l'édition à peu près mensuelle d'un petit journal de quatre pages, *La nouvelle vague*, distribué gratuitement⁴. Cet outil nous permet de planifier et hiérarchiser certaines de nos discussions internes, nous oblige à trouver des points d'accord pour les textes du collectif, nous dote d'un support à distribuer vers l'extérieur, et nous offre un prétexte pour rencontrer d'autres groupes en lutte.

Ainsi, au cours des trois derniers mois, nous avons interrogé des personnes participant localement à la lutte contre le pass sanitaire, parfois dans des collectifs beaucoup plus nombreux et actifs que nous : des bibliothécaires, des professionnel-le-s de la restauration, des soignant-e-s suspendu-e-s ou en lutte contre l'obligation vaccinale, ainsi que des Gilets jaunes du rond-point Pierre et Marie Curie d'Échirolles.

Nous éditons cette brochure pour que ces entretiens nourrissent les réflexions de celles et ceux qui ne se résignent pas à l'ordre des choses.

Ruptures, le 13 mars 2022

Notes :

(1) <https://www.blogdumoderateur.com/chiffres-cle-e-commerce-2021/>

(2) dans le tome 1 de *L'obsolescence de l'homme*, Encyclopédie des nuisances, 2002.

(3) Jacques Blamont, *Introduction au siècle des menaces*, Odile Jacob, 2004. Extrait de la présentation : « *Trois menaces pèsent sur le XXIème siècle : les conflits armés, dans la perspective inévitable d'un recours aux armes de destruction massive, l'expansion d'épidémies, favorisée par la mondialisation, et l'épuisement des ressources naturelles, consécutif à la surpopulation et au pillage de la Terre. Tout ne conspire-t-il pas pour produire une déflagration comme le monde n'en a jamais connu ?* ».

(4) Les cinq numéros parus à ce jour sont téléchargeables sur notre site, <https://collectifruptures.wordpress.com>

C'EST À QUEL MOMENT QU'ON ARRÊTE D'OBÉIR ?

LES BIBLIOTHÉCAIRES GRENOBLOISES EN LUTTE CONTRE LE PASS SANITAIRE

Pouvez-vous nous rappeler ce qui s'est passé ?

Précédemment, durant les vagues successives de covid, les bibliothèques ont été considérées comme « essentielles » et n'ont jamais fermé, contrairement aux autres établissements culturels. Nous avons appliqué différents protocoles mais nous étions ouvertes. Le dernier en date était une jauge limitée du public, et on pensait que ça resterait comme ça. Et puis ça nous est vraiment tombé dessus le jour où ils ont voté le décret, la jauge de fréquentation étant supprimée pour être remplacée par le contrôle du pass. C'est allé très vite, en plein été.

Pour nous, c'était inenvisageable. D'abord parce que les bibliothèques sont des lieux où l'accueil se fait sans condition et sans discrimination. Ce sont des lieux ouverts à tous et on n'a jamais demandé un seul papier à quelqu'un pour qu'il puisse entrer dans une bibliothèque. Ensuite, on est vraiment un service de proximité, avec des usagers qui viennent quotidiennement. Tu vois des usagers chaque semaine depuis des années, avec qui tu échanges, qui te parlent de leurs soucis de santé, tu vois les gamins grandir, etc., et du jour au lendemain tu devrais les contrôler et leur dire « *toi tu rentres, toi tu rentres pas* » ? C'est pas possible de casser ce lien avec le contrôle ! Et puis ça fait des années qu'on travaille auprès de publics éloignés de la lecture pour qu'ils franchissent la barrière symbolique de la bibliothèque, donc hors de question de rajouter une nouvelle barrière. Alors, on a été une trentaine à envoyer une lettre commune de protestation à notre direction le 31 juillet. Dans cette lettre, on ne disait pas vraiment qu'on allait refuser, mais plutôt qu'on ne pouvait pas faire ça.

Et puis, à la mise en œuvre de la mesure, on a été une quinzaine à refuser d'appliquer la mesure. Ça venait du coeur, on a été plusieurs à dire « *ça ne va pas être possible* ». Ça a commencé comme ça, et malgré les pressions, on a refusé de contrôler le pass. La mobilisation était variable selon les bibliothèques, à Saint-Bruno et aux Eaux-Claires le pass n'était pas du tout contrôlé. Ça a tourné comme ça deux semaines, un mouvement de désobéissance civile plus qu'un mouvement syndical. Quelque chose proche de l'objection de conscience, où tu refuses d'appliquer un ordre hiérarchique. On est juste parties en disant : « *on ne le fera pas* ». A partir du 10 août, on a donc refusé de contrôler et on a maintenu les bibliothèques ouvertes illégalement. Les syndicats n'étaient pas là et on était en dehors de tout cadre légal. On flippait un peu des sanctions, c'est vrai. Les cheffes qui assuraient l'intérim elles-mêmes étaient incapables de nous dire quelles sanctions on encourait en cas de refus. On avoue, ça faisait flipper mais on trouvait notre combat juste alors on a tenu bon.

Deux syndicalistes de la CGT qui avaient suivi la précédente lutte contre les fermetures de bibliothèques sont passés très rapidement nous voir. Ils nous ont dit « *Vous avez allumé un incendie ! Ça va être compliqué de défendre ça au niveau syndical* ». Il faut dire que notre refus ne rentrait pas vraiment dans le cadre syndical classique et ils ne voyaient pas trop quel levier syndical utiliser, si ce n'est celui de la sécurité des agents (risques de conflits avec les usagers). Et puis au final, ils se sont laissés prendre par notre enthousiasme et notre détermination.

Et au bout de ces deux semaines, ça a évolué ?

Oui, ce qui s'est passé, c'est que les cheffes sont revenues de vacances et ont vu que c'était le bordel. Elles ont dit : « *soit vous contrôlez, soit la bibliothèque ferme* ». En d'autres termes, on risquait de nous faire porter la responsabilité d'une fermeture administrative d'un équipement public en plus de refuser d'exécuter un ordre. Les syndicats ont alors posé un préavis de grève. Parce que la Ville nous menaçait de sanctions si nous persévérons dans notre refus, au motif que « *la loi c'est la loi* » et qu'en tant que fonctionnaires nous devons nous y plier. Ce qui est assez cocasse, c'est que cette volonté de vouloir nous sanctionner a fédéré contre elle l'ensemble des centrales syndicales de la Ville. Une intersyndicale au complet, ça faisait des années que ça ne s'était pas vu à la ville de Grenoble. On a donc été obligées de partir sur cette idée de grève, car la fermeture administrative aurait impliqué un motif supplémentaire de sanction.

Au cours des réunions avec la direction que ça a déclenché, nos cheffes nous disaient « *on est d'accord avec vous, le pass sanitaire en bibliothèque ce n'est pas une bonne idée. Mais la loi c'est la loi* ». Comme le maire venait de publier une tribune dans Libération contestant le pass sanitaire, on leur a répondu : « *OK. Alors faites preuve de courage politique* ». Leur réponse, c'était qu'on est fonctionnaires, on est dans un État républicain, alors il faut obéir. Ah oui, il faut obéir ? Et si l'année prochaine on a Marine Le Pen, on va continuer à obéir ? C'est à quel moment qu'on arrête d'obéir ? Là, ils n'avaient plus grand-chose à répondre.

Du coup, là, le 25 août, vous partez en grève reconductible sur cette question du pass sanitaire.

Oui, et ça dure trois semaines ! Certaines bibliothèques ont beaucoup suivi, d'autres moins. On faisait des piquets de grève, on discutait avec les lecteurs. Les réactions étaient mitigées, la plupart des usagers comprenaient, d'autres non. C'était long et usant pour tout le monde ces trois semaines en reconductible car les usagers, comme nous, avions envie de réouvrir les bibliothèques, faire notre boulot. Certaines collègues ont accepté de contrôler le pass pour ça, pour reprendre le travail et pour rouvrir les bibliothèques. Dans l'ensemble, les lecteurs nous soutenaient et trouvaient ça très bien qu'on lutte contre cette mesure. Une minorité était fâchée, ne voyant pas le problème de trier les usagers à l'entrée. D'autres étaient d'accord avec nous mais se sentaient

pénalisés par la grève et la fermeture des établissements. Après plusieurs semaines avec des fermetures des collègues aussi, disaient « *on a besoin d'ouvrir, de voir le public* ». Tout le monde fatiguait. On a alors décidé de partir sur deux jours de grève par semaine, le mercredi et le samedi en général. Notamment aussi parce que c'est le moment où les bibliothécaires du reste de l'agglomération ont commencé à se mobiliser, et à se mettre en grève tous les mercredis et à venir à nos rassemblements.

Ça implique combien de personnes ?

C'est difficile à chiffrer. Par exemple, on a signé une lettre, pas seulement celles qui refusaient, mais aussi celles qui contrôlaient, pour différentes raisons, mais qui y étaient opposées. Là, il y a eu 75 signatures. À mettre en rapport avec le personnel des bibliothèques de la Ville, environ 150 personnes y compris les responsables, les administratifs, ceux qui ne sont pas en contact avec le public. Et y compris aussi les auxiliaires, c'est-à-dire les contrats précaires. Elles, on a refusé de les impliquer car ça les aurait mises en danger pour leur carrière dans le réseau des bibliothèques : elles ne font donc pas partie des 75 signataires. C'est compliqué de dénombrer même les grévistes. Il y a bien un noyau dur de 35 personnes. Mais en plus certaines collègues ont fait des grèves à la demi-journée ou à la journée... Ce qui est assez exceptionnel, c'est qu'on a réussi à composer avec tout le monde, y compris celles qui ont décidé de contrôler après avoir d'abord refusé. On a essayé de respecter les positions de chacune. Il y avait des positions hyper différentes ! C'était compliqué d'ailleurs, pour les cheffes : certaines collègues acceptaient de contrôler un jour... puis refusaient le lendemain ! C'était un bordel sans nom. « *Ah j'ai vu que tu m'as mis sur le planning du contrôle, mais aujourd'hui je ne contrôle pas* » « *Quoi ?? Mais hier tu as contrôlé !* » « *Oui, mais je t'ai dit de me demander tous les jours, et aujourd'hui je ne contrôlerai pas* ».

Et concernant les sanctions ?

Depuis le début, y compris pendant la première semaine « *de souplesse* » accordée par le gouvernement pour le contrôle du pass, on a été menacées par notre employeur. Dès le lendemain de notre premier refus on avait déjà une lettre d'avertissement, un rappel à l'ordre sur le devoir d'obéissance et des menaces. Les réunions avec la direction n'avançaient à rien, en partie à cause de la raideur du directeur du personnel, Pierre Mériaux. C'était un dialogue de sourds : il nous menaçait de sanctions sans nous dire lesquelles ! Le brouillard. Ça nous a fait peur, mais après avoir réfléchi, on s'est dit que c'était du bluff, et qu'avec les primaires écolo auxquelles se présentait le maire, Eric Piolle, ça ne leur ferait pas bonne presse. On n'y croyait donc pas trop et on arrivait à convaincre les collègues de se motiver.

On savait aussi qu'à partir du 30 septembre on devrait contrôler les 12-17 ans, alors que jusque là le pass ne concernait que les majeurs. Ça a remotivé les

collègues, notamment en jeunesse. À ce moment-là, les chefs n'en pouvaient plus. Chaque jour, ils nous demandaient si on acceptait de contrôler. Et si on refusait ils nous envoyaient, chaque jour, un mail nous menaçant de sanctions. Mériaux nous a alors proposé une « *sortie de crise* ». Ils ont donc fait comme à Lyon : ils ont exempté de contrôle les 12-17 ans, ainsi que les personnes qu'on accueille dans les groupes d'Action socio-linguistique ou de la Plateforme Mobilité Emploi. Et en échange, on devait arrêter notre grève. Nous on a dit que ça ne suffisait pas, que pour nous c'était tout le monde ou rien. Et puis en parallèle, Mériaux a décidé qu'il y avait deux types de refus : les personnes fragiles et celles qui font ça pour raisons politiques. Ils ont voulu diviser les rangs, mais ça n'a pas marché. On a été une quinzaine à prendre rendez-vous à la médecine du travail. Selon la médecin, recevoir quotidiennement des mails nous disant qu'on allait être sanctionnées, sans savoir quelle sanction, cela s'apparentait à du harcèlement. En plus il y avait à ce moment-là plein d'arrêts maladie tant on était épuisées par l'ambiance délétère avec les responsables. À ce point-là, ça ne s'était jamais vu : certaines bibliothèques ne tournaient plus, les cheffes venaient faire des remplacements. Mi-octobre, il y a eu un tournant. Ils ont vu qu'on continuait, qu'on était déterminées malgré les menaces. On a alors reçu un message de la directrice qui nous a dit que si on persévérait, il allait y avoir des sanctions. Là, tout le monde a commencé à flipper. Il y a eu une grande vague de peur. C'est à partir de ce moment que quatorze collègues ont reçu des convocations à un entretien disciplinaire. On était fatiguées après des mois de lutte, beaucoup étaient en arrêt de travail, l'ambiance au travail était dégueulasse avec nos cheffes, le travail prenait du retard à cause des grèves, on voyait des collègues qui jusque-là refusaient se mettre à contrôler. On a failli lâcher à ce moment-là. On s'est mises à douter. Il y avait de bonnes raisons de douter, mais on a été quelques-unes à dire « *moi je peux pas, c'est viscéral, alors je ne vais pas le faire* ». Comme on a été quelques-unes à affirmer qu'on ne contrôlerait pas, ça a motivé du monde. Certaines de celles qui s'étaient remises à contrôler se sont dit « *non, mais en fait je ne vais pas faire ça* ».

Sur les quatorze convoquées, deux collègues sont passées en entretien. Et là la direction a proposé de vraiment négocier et de reporter les convocations à une date ultérieure. Ils ont proposé de mettre en place dans les bibliothèques des « *bornes d'auto-contrôle* », pour que les agents n'aient plus à contrôler. Les syndicats nous ont fait des retours en AG, et on a posé des conditions : amnistie de toutes les convocations, nettoyage des dossiers administratifs, et suivi par le CHSCT de la mise en place des bornes. En gros : on n'oblige pas les collègues à être devant la borne, et si les gens ne se contrôlent pas, ce n'est pas notre problème. Et c'est ce qui a mis fin à la lutte. Mais le mouvement continue au niveau national, avec la prochaine mobilisation qui est fin janvier.

Tout ça en quatre mois ! Ça a dû être intense ! Mais alors vous êtes contentes ? C'est une victoire que vous avez obtenu ?

C'est une victoire, oui, mais une victoire amère. Certes, on a fédéré l'ensemble des centrales syndicales de la mairie, ce qui au sein de la Ville de Grenoble ne s'était pas vu depuis très longtemps. On a tenu dans la durée : quatre mois de lutte, trente jours de grève, quatre mobilisations nationales suivies massivement dans toute la France. On a eu énormément de soutien de la profession au niveau national, des usagers ou des habitants. On n'a pas eu de sanctions.

On a réussi à ce que les 12-17 ans ne soient pas contrôlés. Tout ça, c'est une victoire. Mais en même temps, le pass continue. Voilà : toi, moi, on va rentrer dans les bibliothèques sans bipper notre pass. Mais par contre tous les gens que les bibliothèques ont du mal à toucher, qu'elles ne touchent plus depuis un moment, eux ils ne vont jamais faire ça, ils ne vont pas frauder. Les pauvres, les gens qui ne sont pas super à l'aise avec la culture, qui ont du mal à rentrer, ces gens-là ne vont jamais frauder. Ils vont juste ne plus venir, s'auto-exclure. C'est particulièrement sensible dans les milieux populaires. Ce sont des gens qui avaient du mal à venir avant, et encore plus depuis le confinement. Le pass sanitaire a aggravé la situation qu'on avait un peu réussi à redresser. Et là, de nouveau : bam !

Et puis c'est encore des bornes, c'est encore de l'automatisation. Déjà que la Ville nous avait imposé les automates de prêt cette année et qu'on n'a pas eu l'énergie de lutter contre leur instauration suite à notre précédente lutte contre la fermeture des bibliothèques en 2016. Un usager m'a dit récemment : « *On est accueilli par une première machine, et ensuite par une deuxième machine.* ». On était déjà en train de s'habituer à être contrôlés par des gens, et là on va s'habituer à s'auto-contrôler ! C'est complètement fou, et je trouve très dur de placer les gens dans cette situation.

UNE SOIGNANTE PAR TEMPS DE COVID

Il y a trois ans, ils et elles étaient en lutte contre la casse du service public sous le slogan « Ils comptent les lits, bientôt on comptera les morts ». Il y a deux ans, la France entière les applaudissait pour leur dévouement. Aujourd'hui, alors que le gouvernement poursuit la managérialisation de l'hôpital public, nous avons rencontré une soignante. Pour rappel, à l'échelle nationale plus de 15000 personnes sont suspendues pour refus de se plier à l'obligation vaccinale.

Peux-tu te présenter ?

Je suis soignante depuis une quinzaine d'années, je travaille actuellement en milieu hospitalier. Mon parcours m'a donné l'occasion de voir ce qui se passe dans différents services, ainsi qu'en EHPAD.

C'était comment avant l'épidémie ?

Dur : avant la crise, j'ai déjà fait un burn-out quand je travaillais dans un autre hôpital, par rapport à la charge de travail, au stress... Quand on travaille avec de l'humain, des personnes en fin de vie qui ont besoin d'être rassurées, c'est terrible de faire du travail à la chaîne : on court, on fait un soin, on repart... humainement c'est affreux. Dans les maisons de retraite c'est encore plus criant : imagine avoir quarante patients en charge, faut pas trainer...

Comment as-tu vécu le premier confinement ?

Je l'ai vécu super bien. Déjà je n'étais pas plus inquiète que ça pour ma santé, même si comme tout le monde j'avais un peu peur : j'ai acheté du zinc, de la vitamine C, des trucs comme ça. J'ai toujours considéré que la santé c'est un équilibre, un terrain, que la prévention c'est le plus important. Donc je m'étais préparée, et c'était super : j'ai continué à travailler, je faisais le trajet à vélo, il faisait beau, les rues étaient désertes... Et dans mon service, on attendait la vague, elle n'est jamais arrivée. On se tournait les pouces...

À tel point que je me suis portée volontaire pour travailler là où on avait besoin de monde, mais il y avait déjà trop de soignants à recaser du fait de la fermeture des services et de la réduction de l'activité.

J'ai aussi cru au monde d'après, donc finalement j'ai bien vécu cette période ! Je pensais que les gens allaient avoir envie de laisser la voiture... Mais pour mes collègues ce n'était pas pareil, certaines avaient un risque de développer une forme grave : elles se sont mises en arrêt maladie et ne sont pas venues travailler du tout pendant plusieurs mois. D'autres sont venues travailler quand-même, mais elles avaient super peur, elles désinfectaient tout sans cesse, se mettaient en retrait quand il fallait s'occuper d'un patient Covid. Du coup je leur proposais de les remplacer.

Avec le recul, je me dis que si je me retrouve suspendue, ou que je ne peux plus faire mon métier, ça fera quelqu'un de moins qui était volontaire malgré les risques.

Et malgré les défections des collègues, l'hôpital tournait ?

Mais carrément : toutes les consultations, les opérations, les examens programmés avaient été déprogrammés, et donc on ne faisait que les urgences, sachant qu'en plus les urgences n'étaient pas nombreuses, puisqu'il y avait moins d'accident de sport, d'accident de voiture... On a attendu le travail à peu près trois mois, on a même été fortement incitées à poser des congés !

Et pendant ces trois mois, pourquoi les patients déprogrammés n'ont pas été reprogrammés, voyant que la vague n'arrivait pas ?

Eh bien je pense que c'étaient les consignes du gouvernement, pour éviter de faire rentrer des personnes dans l'hôpital, éviter les contaminations, parce que c'était le confinement... Du coup y a eu des retards de prise en charge.

Comment s'est passé le retour à la normale ?

À partir de 2021, il y a eu une phase où les soignants étaient vaccinés, du coup ceux qui avaient très peur étaient soulagés, car ils croyaient au vaccin qu'on leur avait vendu. Ça a un peu changé quand on s'est aperçu que le vaccin n'était pas si efficace que ça... Puis c'est vite devenu un peu n'importe quoi, parce que les consignes par rapport au Covid changeaient tout le temps. Ensuite il y a eu cette histoire de pass sanitaire, avec des situations complètement incohérentes : on se retrouvait avec des gens qui rentraient dans l'hôpital avec leur pass, puis qui une fois à l'intérieur disaient qu'ils avaient été testés positifs la veille, ou leur enfant, et ils venaient quand-même.

C'étaient des choses incohérentes avec des consignes floues ou contradictoires alors qu'en temps normal on sait quoi faire pour prendre en charge une personne contagieuse, là on avait une perte de repères... Et puis il y a toujours des gens qui veulent en rajouter, en faire plus, comme ce médecin qui nous disait que pour protéger les autres, il fallait mettre deux masques l'un par-dessus l'autre. Ça désorganise, ça rend fou !

Puis arrive la vaccination obligatoire pour les soignants...

Oui. Vers juillet-août, ils ont commencé à parler de vaccination obligatoire pour les soignants. Jusqu'à cette date, je me sentais très isolée dans mon service, je me taisais. Puis j'ai reçu le coup de fil d'une amie infirmière, qui m'a demandé ce que je pensais de l'obligation vaccinale, et elle m'a parlé du collectif MS38 [*Collectif de médecins et de soignants de l'Isère contre la loi du 5 août 2021*]. Faire partie du collectif m'a fait sentir que je n'étais pas toute seule, que des actions étaient menées.

Quand as-tu décidé de te faire vacciner ?

C'était au mois d'août. C'était compliqué, car le gouvernement faisait semblant que les choses étaient décidées, puis non, puis ça changeait... c'était très angoissant, et parfois je n'en dormais pas la nuit, parce que je me demandais si j'allais agir selon mes valeurs et perdre mon travail, ou renier ce que je suis et mettre mon corps en danger pour garder mon travail... C'était un stress énorme. Quand l'obligation est tombée, je me suis dit qu'il fallait que j'arrête une date pour me faire injecter, parce que je n'en pouvais plus d'être devant ce choix. Me faire vacciner a été d'une grande violence pour moi. Je place la santé au sommet de mes priorités : par mon alimentation, mon activité physique, mon hygiène de vie ; c'est au quotidien que je fais attention à mon corps, à ce que je vis, au stress... Pour moi, une personne irresponsable c'est quelqu'un qui ne fait pas attention à son hygiène de vie, à ce qu'elle mange... moi, je me sens responsable.

Est-ce qu'il y a eu des espaces de discussion au sein de l'hôpital ? Quel a été le rôle des syndicats ?

Il n'y a pas eu d'espaces de discussion dans mon service, mais plutôt des conversations de comptoir manichéennes et sans débat. Les syndicats ? On n'en a pas trop entendu parler... Avec toute cette histoire, je pensais qu'ils allaient envoyer des mails, nous soutenir... eh bien pas du tout. J'ai appris par la suite que l'UNSA avait mis des choses en place pour nous soutenir, du coup j'ai adhéré. Mais dans l'ensemble, les syndicats n'ont pas vraiment été là.

Est-ce que tu te sens en lutte ?

Bien sûr ! Je trouve que c'est de notre responsabilité de résister. Beaucoup de gens pensent qu'on exagère quand on compare avec ce qu'il s'est passé pendant la seconde guerre mondiale, mais moi je trouve vraiment que ce qui se passe en ce moment c'est trop grave, je ne peux pas l'accepter. Je pense que c'est de notre devoir de citoyen de faire quelque chose, même a minima. Par exemple, depuis que le pass sanitaire est en place, je n'ai jamais utilisé mon pass. Je ne vais plus au restaurant, je ne vais plus au sport, je ne vais plus au café, à la bibliothèque... Je ne veux pas participer à tout ça.

Comment les soignants vivent-ils le pass sanitaire, ou même ce changement dans leur métier qui les a conduits à fermer les portes de l'hôpital à certains malades ou accompagnants ?

Dans d'autres services, j'ai pu côtoyer des soignants qui se sont fait vacciner, mais qui voient bien que cette vaccination n'est pas anodine : quand on travaille dans le domaine de la santé, on est bien placé pour savoir qu'un médicament peut avoir des effets indésirables, que le corps est un équilibre subtil, qu'il faut en prendre soin. Pas mal de soignants sont réticents, et surtout deviennent réticents à tous ces rappels : se faire injecter une fois c'est une chose, mais

deux fois, trois fois... on sait que c'est pas bon pour nous. Et on voit bien les aberrations au niveau prise en charge, puisqu'il y a eu des fermetures de lits suite à la suspension de soignants.

Pour ce qui est de la sélection des patients, ce que je trouve le plus choquant c'est le cas des parents qui ne peuvent pas accompagner leur enfant à l'hôpital, s'il nécessite de passer un examen par exemple.

Et toi, pour l'instant tu es suspendue ?

Non, pas pour l'instant, mais je pense que je vais attendre pour la troisième dose. C'est important d'être suspendue un moment parce que les autorités ne fonctionnent qu'en chiffres : si tu n'es pas suspendue, ils disent que tout va bien.

Je voulais dire aussi autre chose : ce que j'ai pu constater, c'est que les soignants suspendus, ou ceux qui s'interrogent sur tout ça, sont souvent des soignants qui ont une conception de la santé et du soin plus globale, plus holistique ; ils voient les patients comme des individus, pour lesquels ce n'est pas forcément le même traitement qui s'applique pour tout le monde, pour lesquels il y a plusieurs facteurs à prendre en compte : individuels, sociaux, environnementaux... Ces soignants sont plus dans un soin individualisé, basé sur l'écoute. Et du coup je me demande... [*hésitation*] – peut-être que j'exagère un peu –, si ce n'est pas une volonté d'écarter ces soignants du système de soin afin d'être tranquille, de vendre leurs médicaments, et continuer avec ce système de soins mécanisé. Ce serait bien que les gens réalisent ça, parce que les maladies chroniques augmentent : ça devient rare d'être en bonne santé ! L'environnement est tellement pollué, dégradé... Et quand on tombe malade, on s'aperçoit que ce qui compte c'est d'être accueilli, écouté, et d'être pris pour ce qu'on est. Souvent les médicaments cachent les symptômes, mais ne permettent pas de retrouver complètement la santé : c'est changer son hygiène de vie qui est très important. Si on laisse faire la transformation actuelle du système de soin, on deviendra des numéros, les soignants un peu humains disparaîtront pour laisser place à un système de soins protocolaire, à la chaîne. En ce moment les droits fondamentaux sont complètement bafoués, les droits des patients aussi, notamment la loi Kouchner de 2002, qui pose comme principe : « *Le médecin doit respecter la volonté de la personne après l'avoir informée des conséquences de ses choix* » et « *Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment* ». J'étais vraiment choquée quand je suis allée me faire vacciner, car clairement, j'étais contrainte, je le faisais pour garder mon boulot, et d'autre part, on m'a fait signer une décharge indiquant que j'étais bien consciente des risques de me faire vacciner, que je les acceptais pleinement, etc. J'ai rayé ces mentions, et j'ai écrit que j'étais contrainte. Mais évidemment, ils s'en fichent...

Comment ça se passe aujourd'hui à l'hôpital ?

Les histoires de cas positifs et de cas contacts désorganisent tout. On se retrouve dans des situations où les gens ne sont pas malades, mais se retrouvent écartés quand-même, parce que leurs enfants ou eux-mêmes sont cas contacts...

Mais il y a quelque chose qui me retourne le bide : c'est d'arriver à l'hôpital, un lieu à l'origine d'hospitalité, d'accueil, et de voir les vigiles qui contrôlent les pass et parfois refoulent des gens. C'est hallucinant d'avoir au moins deux vigiles embauchés pour chaque entrée, et on les voit, qui sont assis à rien faire ou presque... Quand on voit que dans les services, il manque du personnel pour s'occuper des malades...

Finalement tout ça est absurde, les problèmes sont déplacés. Pour moi, depuis deux ans, le gouvernement aurait pu lutter contre l'obésité, réglementer l'alimentation pour réduire la malbouffe, encourager l'exercice physique plutôt que de nous confiner, encourager les activités extérieures pour faire de la vitamine D, etc., ce qui serait vraiment important et servirait toujours pour les autres épidémies. On dirait que tout est fait pour qu'on soit dans un état de santé dégradée, favoriser les maladies, sans doute pour nous vendre toujours plus de « *compléments* » de toutes sortes (alimentaires, médicamenteux, etc.), qui deviennent en réalité des substituts. Si le gouvernement voulait vraiment qu'on soit en bonne santé, il ne s'y prendrait pas du tout comme ça.

AVEC LE PASS ET LES PROTOCOLES SANITAIRES, CERTAINS TRUCS SONT ENTRÉS DANS LES PRATIQUES DES BARS

ENTRETIEN AVEC UNE SALARIÉE D'UN BAR

Peux-tu te présenter ?

Je travaille dans un bar des environs de Grenoble, où nous sommes trois salarié-e-s en plus du patron. Quand le pass sanitaire a été mis en place, début août, mon patron nous a mises en vacances forcées deux semaines, parce qu'il voulait mettre en place lui-même le contrôle du pass. On est revenu-e-s en septembre et on devait appliquer ce qu'il avait fait. Je suis très frustrée de cette situation : il n'y a eu aucune discussion collective sur le sujet, comment on s'arrange, comment on contrôle.

Aujourd'hui, le pass est encore contrôlé strictement dans ton établissement ?

Non, le protocole n'a en fait été appliqué que pendant deux semaines. Mais c'était assez bizarre. L'application te permet de voir combien de gens ont été scannés, et mon patron s'en servait pour voir la fréquentation du bar quand nous on travaillait. C'est vraiment un outil de contrôle.

Assez rapidement, aussi bien les autres salarié-e-s que le patron ne le demandaient plus systématiquement. Ça s'est tassé. Moi, quand les gens me présentent leur pass, je leur dit « *Bravo, c'est bien* ». Et maintenant même mon patron ne contrôle que quand les clients présentent spontanément leur pass, c'est tout.

Et c'est le cas de beaucoup de clients ?

Oui, complètement. Pas mal d'entre eux lèvent leur smartphone, et sans même nous dire bonjour. Il n'y a plus les règles d'usage de quand tu rentres dans un bar, tu dis bonjour, etc. Le contrôle a mis beaucoup de distance. D'ailleurs, des gens sont venus nous rappeler à l'ordre : « *Pourquoi vous ne contrôlez pas ?* ». Je pense aussi à un bar du centre-ville qui a eu un commentaire sur TripAdvisor lui reprochant de ne pas contrôler le pass. Et à un autre des alentours de

Grenoble qui a reçu comme commentaire sur une plateforme de notation une retranscription d'une discussion entre la patronne et une habituée qui vient depuis vingt ans : la cliente n'a pas son pass, la patronne lui dit d'aller le boire en terrasse... et du coup deux clients sont allés afficher ça sur internet !

Je vois que les gens présentent d'autant plus spontanément leur pass en fonction des vagues de l'épidémie. En décembre par exemple, quand les courbes remontaient. Avec le pass vaccinal, idem : tout le monde le présente. En fait, ça change le comportement individuel des consommateurs, alors que nous notre attitude ne change pas. Plusieurs fois on a eu des accrochages : des clients voulaient absolument être scannés.

La peur de la délation, ça a des conséquences. Plusieurs fois il y a eu des clients qu'on ne connaissait pas, et que mon patron est allé contrôler de peur qu'ils dénoncent les pratiques du bar. Chacun contrôle l'autre, en fait. Sans parler de la pression des autres bars, qui contrôlent vraiment tout le monde, et qui cet été accusaient les bars qui ne contrôlaient pas de leur voler leur clientèle...

Cette question du pass sanitaire, c'est quelque chose qui participe à la transformation de ton travail ?

Ah oui, clairement. Déjà avant le pass sanitaire, la gestion de la pandémie avait placé les bars dans une position très bizarre. Il a fallu expliquer aux gens qu'ils devaient mettre le masque pour se délayer. Les premiers temps, c'était tendu, je me faisais gueuler dessus par mes clients, ils m'insultaient de tous les noms... Il n'y a pas que le pass : les mesures sanitaires t'obligent à réfléchir à tout ton bar, comment tu places les chaises, la distance... J'ai fait tous les protocoles ! Et puis il y a eu le moment où l'intérieur des bars était fermé, il fallait faire le service en terrasse. Tu restes dans ton bar vide, tu es au comptoir et il n'y a personne, vraiment personne dans le bar, tu as l'impression d'être dans ta petite grotte et de sortir seulement quand on t'appelle. Tu reviens à certaines mimiques de service qui peuvent être un peu désobligeantes, petite-bourgeoises, avec le client qui te siffle.

Pendant tout un temps il n'y avait plus du tout de clients au comptoir, alors que c'est quelque chose de très important dans un bar.

Mais aujourd'hui, ces protocoles là ne sont plus appliqués, non ? Ou alors ces pratiques sont vraiment rentrées dans les mœurs ?

Complètement. Certains trucs sont entrés dans les pratiques du bar. Plein de gens pensent toujours que le comptoir est fermé – ce qui n'est plus le cas – et ils sont interloqués quand un client boit une bière au comptoir en discutant avec toi. Des pratiques de bar d'antan, quoi. Plein de gens restent debout à l'entrée, attendent que tu les diriges, que tu leur dises « *Là tu peux t'installer* », sortent directement leur portable, et c'est seulement quand ils sont installés qu'on voit qu'ils se détendent et profitent de ce « *moment privilégié* ». Voilà c'est bon, on leur a dit qu'ils pouvaient rester, alors que d'autres maintenant n'ont plus ce

droit parce qu'ils n'ont plus ce sésame vert sur l'écran magique.

Mais bon, moi-même je n'arrive pas à suivre toutes les règles, des fois je ne sais plus quel est le protocole en vigueur !

Les réactions des clients sont extrêmement diverses, en fait. Certains attendent que tu leur dises où s'asseoir. D'autres, qui n'ont pas de pass, ne viennent plus au bar pour t'éviter des embrouilles. D'autres se mettent en terrasse et payent leur café directement, « *comme ça en cas de contrôle, je pars* », d'autres me disent « *merci de faire le contrôle* » parce que ça les rassure de savoir que tout le monde est vacciné. Quand tu te prends dix remarques différentes dans la journée, le soir tu peux être un peu fatiguée !

As-tu trouvé comment t'organiser collectivement autour de cette question ?

J'ai rejoint le collectif « *Contrôler n'est pas notre métier 38* » à sa création en septembre. C'est un collectif qui regroupe des professionnel-le-s de la restauration mobilisé-e-s autour du refus du contrôle du pass sanitaire. On a partagé des expériences, écrit un tract, et on a participé au cortège de gauche dans les manifestations contre le pass sanitaire. Mais j'ai fini par quitter le collectif, qui rassemble essentiellement des patrons et patronnes, ou des bars en SCOP, c'est à dire des gens qui ont un pouvoir de décision sur ce qui se passe dans leur établissement et sur ils veulent appliquer le pass... ce qui n'est pas mon cas, moi je suis salariée.

Pour aller plus loin :

Le Postillon, « *Contrôle zèle* », article sur les bars dans le numéro 64 de février 2022.

JE GARDE L'ESPOIR

ENTRETIEN AVEC DEUX GILETS JAUNES DU ROND-POINT PIERRE ET MARIE CURIE (ECHIROLLES)

Depuis cet été, toutes les manifestations grenobloises contre le pass sanitaire sont déposées et encadrées par les Gilets Jaunes. Nous sommes allé-e-s discuter avec eux pour qu'ils et elles nous racontent le sens qu'ils donnent à leur combat.

Depuis quand ont lieu ces manifs contre le pass sanitaire et est-ce vous qui les avez toujours déclarées à Grenoble ?

Depuis le début, dès le mois de juillet, ce sont les Gilets Jaunes qui ont déclaré et organisé ces manifs, chaque semaine.

Est-ce que ce mouvement contre le pass sanitaire s'inscrit dans la continuité de celui des Gilets Jaunes, et en quoi ?

MANU : Oui, c'est une continuité. Nous avons gardé nos revendications principales contre la vie chère, auxquelles on a ajouté la dénonciation du pass sanitaire car c'est une restriction inadmissible des libertés qu'on ne comprend pas. Face à cela, on nous a sorti un mot magique : on est complotistes. C'est une façon de nous court-circuiter, d'enlever la parole, de la censurer, bref de délégitimer ce mouvement.

Est-ce que de nouvelles personnes sont venues rejoindre vos AG sur des motivations spécifiquement contre le pass vaccinal ?

ADRIANA : Oui. Certains ont vu que l'on faisait des actions pour soutenir l'hôpital, et ils sont venus sur le rond-point pour nous connaître puis sont restés. Plusieurs personnes handicapées notamment. Ce qui les heurtait le plus dans la politique gouvernementale, c'était la vaccination des enfants.

Quelle différence voyez-vous avec le mouvement des Gilets jaunes ?

MANU : Il y avait plus de colère, je trouve. Aujourd'hui on est un peu plus dans l'attentisme.

ADRIANA : Je crois que la colère est toujours là. Mais le mouvement est différent. Il y a beaucoup de personnes handicapées, des gens un peu angoissés aussi. On fait en sorte que les manifs soient accessibles à tout le monde. C'est aussi pour cela qu'on les déclare toutes et qu'on est vigilants à ce qu'il n'y ait pas d'affrontements, de violences dans le cortège.

MANU : Quand je dis que la colère est redescendue, c'est parce que contrairement aux manifs des Gilets Jaunes, on est moins sur cette envie de départ de

« *tout casser* ». On a des gens moins présents physiquement, qui viennent épisodiquement. Beaucoup sont retournés dans leur quotidien, mais ils restent dans la mouvance Gilets Jaunes. Et ils peuvent revenir à un moment, je pense.

On a le sentiment d'une composition de la manif assez hétéroclite avec des motivations différentes. De votre côté, comment vous voyez ça?

ADRIANA : Je reviens au handicap parce que ça me touche personnellement et plein de personnes sont dans ce cas. On ne les entend pas beaucoup, mais ils sont là. Je voudrais qu'on écoute leurs revendications, faire une banderole là-dessus. Quant aux motivations, c'est un mélange difficile à évaluer. On ne fait pas de sociologie. Dans la manif, il y a de tout, des retraités, des mères seules, des chômeurs, des gens d'horizons très différents, on en est conscient. Beaucoup viennent nous dire à la fin « *merci d'être là, cette manif nous permet de nous exprimer* ».

MANU : Les gens viennent d'abord par inquiétude. Ils ne se sentent pas représentés et sont effrayés par la situation, l'avenir. Ils nous disent « *on ne sait pas où on va, on croit plus aux mouvements politiques, aux institutions* ». Pour moi le message principal c'est « *On est encore là et on ne lâche pas, on existe toujours* ».

Les militants habituellement actifs sur des thématiques identifiés à gauche sont moins présents aujourd'hui. Pourquoi ?

MANU : Les partis et syndicats ne comprennent pas ce mouvement. Ils se disent « *merde ils font ce qu'on n'a pas fait* » et sont embêtés, parce que ce n'est pas récupérable. Les gens à l'intérieur de la manif ne veulent pas être fédérés sous une bannière, une identité unique. Quant à ceux qui sont plus radicaux, certains n'ont pas compris que les gens qui étaient là n'étaient pas des révolutionnaires, avec des idées bien définies, que c'était d'abord des gens qui sortaient dans la rue par dépit, colère, exaspération. Ils sont venus voir au début, mais comme il n'y avait rien à gratter pour eux, beaucoup sont repartis et se sont désintéressés de cette lutte. Le mouvement des Gilets Jaunes et celui contre le pass sanitaire ont cela en commun : on ne peut pas leur mettre une coloration politique facilement identifiable.

La présence de l'extrême-droite n'explique-t-elle pas aussi ce désintérêt dont tu parles ?

ADRIANA : J'ai une anecdote. Lors d'une manif une vingtaine d'antifas viennent pour en découdre avec les Patriotes. Je me mets devant eux, en sandwich et leur dit « *vous êtes comme nous, vous défendez les mêmes idées que nous, mais ce n'est pas le but de cette manif de s'affronter* ». Alors l'un d'eux me demande d'où je viens avec mon drôle d'accent. « *D'Amérique du Sud* ». « *Ah mais alors on est avec vous* ». Et là je réponds « *Mais ce n'est pas le problème, on est là contre le pass, contre la vie chère, respectez ça* ». Au début, en juillet c'était chaud, mais ça s'est calmé. Parfois on arrivait à se comprendre, parfois non.

MANU : Une fois, un gars a eu une parole homophobe, et c'est devenu « *le mouvement est homophobe* ». On a besoin de mettre des étiquettes, de faire des raccourcis. Les Gilets Jaunes sont sur des valeurs communes simples : l'égalité,

l'humanisme, la justice sociale, donc on ne peut pas s'identifier à des discours d'exclusions ou inégalitaires. Mais avant tout on est des citoyens lambda. On est divers mais on vient avec ce qui nous rassemble, donc on ne demande pas aux gens pour qui ils votent, c'est la question sociale qui nous intéresse. Il n'y a plus aucun projet social en France depuis plus de trente ans. Après il y a toujours des parasites, des opportunistes, comme Philippot et les Patriotes, qui tentent de s'approprier le mouvement, de le récupérer électoralement, mais dans la rue c'est différent, il y a tout le monde. On ne peut pas trier, et on ne veut pas. Pour finir sur la question de l'extrême-droite, on s'oppose au pass vaccinal et on voudrait faire un pass politique dans les manifs? Dire « *oh toi, fais voir ta carte !* ». Non, ce n'est ni possible, ni souhaitable.

ADRIANA : Moi, je suis venue à ce mouvement des Gilets Jaunes parce que je voulais partager avec d'autres, m'exprimer contre tout ce qui ne va pas. Je ne vois pas le coté politicien extrême droite/droite/gauche/extrême gauche, ce qui m'intéresse c'est nos soucis quotidiens : on arrive plus à finir la fin du mois, à manger, tout ça, tu vois.

Les Gilets Jaunes se revendiquent apolitiques, hors syndicats. Est-ce toujours le cas avec la manif anti-pass ?

ADRIANA : Les syndicats, on parle avec eux, mais je trouve qu'ils n'agissent pas beaucoup, ne nous aident pas réellement. A l'hôpital, lorsque des personnels se sont fait suspendre par refus du pass ou de se faire vacciner, ils n'ont pas bougé le petit doigt, pourtant c'est leur rôle. Et ça, ça me tue ! On est sur des luttes globales mais eux restent sur des logiques sectorielles.

MANU : Quand il y a eu le problème avec les bibliothécaires, on était nombreux en soutien, mais on soutenait d'abord une cause. Avec les syndiqués, c'est différent.

ADRIANA : On laisse les gens s'exprimer, avec les pancartes qu'ils veulent. On n'est pas d'accord avec toutes, mais c'est libre. On ne peut pas faire la police, organiser un service d'ordre comme ça se fait dans les manifs syndicales. A Paris, la CGT ne voulait pas de nos banderoles. Est-ce qu'on veut faire pareil ? On essaye d'éviter les drapeaux, le coté partisan, mais en discutant. On est avec les syndiqués, avec les électeurs, bref avec les gens qui luttent, dans leur diversité, pas avec les orgas même si on peut faire des choses ensemble.

A la fin des manifs, vous organisez des prises de parole. Qu'est ce qui revient le plus ?

MANU : La santé énormément, et les vaccins, c'est surtout ça. Mais aussi les restrictions des libertés avec le pass. Et l'argent.

ADRIANA : La dernière fois, quelqu'un est intervenu. Il était contre le pass bien sûr, mais sa motivation première pour défilier, c'était la peur de perdre son emploi, de se retrouver sans rien, de ne pas pouvoir nourrir ses enfants.

Mais les gens en parlent moins parce qu'ils n'osent pas quand on leur passe le micro, par pudeur. C'est ce qu'on ressent.

Il y a quelque chose de frappant dans ces manifestations : l'absence d'écrits, de tracts. On entend beaucoup de slogans, notamment anti-Macron on tombe parfois sur des tracts conspir qui parlent de plandémie, mais pas grand-chose d'autre. Vous-mêmes ne distribuez pas d'écrits. Est-ce que vous ne pensez pas que ça rend la manif peu lisible, confuse pour les passants ?

MANU : Tu as raison, il y a un vrai besoin de clarifier les choses, mais on est face à plusieurs problèmes qui rendent ce travail compliqué. J'écrivais beaucoup avant, je faisais des sortes d'éditos, sur Facebook, je dénonçais des tas de choses. Mais à un moment je me suis dit qu'il fallait revenir sur le terrain, parce que je me sentais en décalage, mais du coup j'ai plus le temps pour écrire. Il ne faut pas opposer terrain et écrit, mais c'est dur de mener les deux de front. Et il ne faut pas oublier que nous ne sommes pas une organisation structurée. On fait des comptes rendus de nos AG, on sait parler, dire des choses, mais on n'a personne pour les écrire comme vous le faites avec votre collectif. On bricole, mais ça s'arrête là. On ne trouvera pas derrière quelqu'un pour mettre en page, imprimer ou tracter. Et on n'a pas non plus forcément les moyens financiers ou le temps.

Et il y a une autre difficulté : c'est qu'on ne peut pas définir facilement ce qu'est un Gilet Jaune, donc il nous faudrait un texte ouvert, sur ce qu'on a en commun, comme l'humanisme, ce dont on parlait tout à l'heure.

Le 15 janvier dernier, il y avait un très beau discours lu à la fin de la manif Climat, au jardin de ville, et toi Adriana, tu as aussi écrit quelque chose. De quoi ça parlait ?

ADRIANA : J'ai écrit ce texte en réaction. Je n'en pouvais plus d'entendre toujours la même chose, les mêmes bêtises : « les Gilets Jaunes, c'est l'extrême-droite ». C'est un texte où je dis ce que nous défendons, nos valeurs communes, ce en quoi nous croyons. Je l'ai diffusé sur Facebook. Mais pas en manif, parce qu'on ne l'a pas décidé en AG. C'était une initiative personnelle. Faire des textes en commun, c'est pas simple pour nous. Moi, je discute beaucoup avec les gens pendant la manif, c'est ma façon de transmettre, j'invite à venir nous rencontrer, à boire un café au rond-point.

Le mot « liberté » revient très souvent dans les bouches. Et ce mot peut revêtir plusieurs sens. Ça peut être la liberté individuelle : « je veux aller au bar ou au cinéma sans qu'on m'emmerde », et ça peut être la liberté collective, celle de chaque membre de la société. Vous vous situez où là-dessus ?

ADRIANA : On est tous là pour une même cause, donc pour la liberté collective bien sûr. Je viens d'un pays, l'Uruguay, où pendant longtemps c'était la dictature. On ne pouvait pas critiquer le régime, l'armée venait te chercher chez toi et tu disparaissais...donc pour moi la France était un pays de libertés, où on pouvait parler de tout. Mais aujourd'hui on a un président qui empêche les non-vaccinés d'aller au théâtre, au cinéma, etc, qui décide même comment on respire. Je ne sais pas où on va. Liberté, égalité, fraternité, c'est en train de

disparaître. Je me bats pour qu'on ne perde pas tout ça. On veut nous mettre dans un moule, et bientôt on va se retrouver avec une puce sous la peau pour faire les courses.

MANU : Ma liberté ce n'est pas de faire tout ce que je veux, parce qu'il y a des règles sociales. Les gens qui manifestent disent « *Arrêtez de nous imposer des restrictions, nous sommes adultes, si on est malades, on s'isole, c'est tout.* »

En essayant de ne pas trop réfléchir, si je vous demande ce qui vous met le plus mal à l'aise dans la société actuelle, qu'est-ce qui vous vient d'abord ?

ADRIANA : Pour moi l'injustice. Le manque de respect aussi. L'intolérance, la violence, l'absence de communication.

MANU : L'absence de démocratie, les injustices sociales, les lobbys partout, le manque d'humanisme, de grands projets de société. Les bals musettes qui n'existent plus.

Comment vous voyez la suite du mouvement ? Est-ce que vous ne pensez pas qu'il serait intéressant de sortir de la forme manif, de créer d'autres actions ?

ADRIANA : Je suis arrivée ici très révoltée, et parfois les manifs sont trop pépères. Je suis pour les actions, j'en ai déjà fait. Aujourd'hui, on peut marcher pendant des heures, c'est des défouloirs, mais on n'est pas écouté-e-s par le pouvoir. C'est important de les continuer ces manifs, mais je voudrais faire d'autres choses. Le souci c'est qu'il n'y a pas assez de monde pour ça derrière. Je suis quelqu'un d'optimiste, mais si on ne se révolte pas, si on se ne lâche pas, on n'aura rien. Il ne faut pas attendre les élections, mais agir maintenant. On dirait que les gens se contentent de leur petit bonheur, de leur nombril, qu'ils n'osent pas. Et après ils nous disent « *ils sont où les Gilets Jaunes ? Réveillez-vous !* » Je leur dis « *mais c'est vous les Gilets Jaunes* ».

MANU : Oui, ils nous demandent de tirer le premier coup de fusil, de faire les choses à leur place et de prendre les coups. Ce qui risque de tuer le mouvement, ce sont les prochaines élections. Le propre du pouvoir c'est le contrôle, et il n'y a plus de contre-pouvoirs. La presse c'est fini, ça appartient aux industriels. Si ça reste comme ça, après les élections, avec la même forme de pouvoir, notre mouvement n'aura servi à rien.

ADRIANA : Avec le pass, on nous provoque. Et l'indifférence face à ça, je ne comprends pas. En Uruguay, les gens ils préféreraient mourir que vivre à genou, les étudiants, les femmes, ils allaient au casse-pipe, ils risquaient la torture.

Alors je suis choquée qu'on se laisse faire aussi facilement ici.

Je voulais rajouter que tant qu'il y aura de la misère, les Gilets Jaunes existeront. Je garde l'espoir.

***Bibliothécaires, salariée de la restauration, soignante, Gilets Jaunes :
quatre entretiens avec des personnes impliquées dans
les luttes contre le pass sanitaire en 2021.***

Début 2020, le virus du Sars-Cov-2 atteignait l'Europe. Pour limiter son impact, il aurait été possible de prendre des mesures strictement sanitaires (renforcement de l'hôpital public, mobilisation de la médecine de ville...). Mais le 16 mars, le chef de l'État annonçait une gestion policière de la crise par un confinement de « deux semaines ». Puis diverses mesures ont suivi (couvre-feu, pass sanitaire, pass vaccinal...).

Le 14 mars 2022, la plupart des mesures sanitaires vont être suspendues, après deux années éprouvantes.

C'est dans l'intervalle que le collectif Ruptures s'est formé, en septembre 2021. Notre but : proposer une critique du pass dit « sanitaire », comprendre la période intense et contradictoire que nous vivons, nous mettre en lien avec d'autres. Parmi nos activités, nous avons collecté les paroles de personnes engagées dans d'autres collectifs en lutte contre le pass sanitaire. Nous les avons réunies dans cette brochure, car nous pensons que ces gestes de résistance peuvent nous inspirer pour les temps à venir – toujours aussi incertains, toujours aussi intenses. Bonne lecture !